

SURCHARGE DES PROGRAMMES, RYTHME ACCÉLÉRÉ, COURS ÉTALÉS...

Ce qui attend les élèves
à la prochaine rentrée scolaire

La prochaine rentrée scolaire sera certainement la plus embrouillée. Il aurait fallu beaucoup de négociations et de propositions pour, qu'enfin, le département de Benbouzid arrive à réorganiser la semaine et l'année scolaire. Garder le programme actuel sur une année scolaire réduite. Résultat : l'élève va désormais devoir assimiler 8 heures de cours par jour.

Salima Akkouche - Alger

(Le Soir) - En Algérie, le secteur de l'éducation nationale est sans conteste celui qui subit chaque année un remaniement. Des changements à répétition le caractérise que ce soit au niveau des volumes horaires ou des cours.

Des matières qui apparaissent et d'autres qui disparaissent dont les conséquences nuisent énormément à l'élève. Ce dernier à qui, un jour on lui propose une chose et le lendemain une autre, se retrouve contraint de s'adapter tel un «caméléon», à des réorganisations souvent de dernière minute.

Des classes surchargées et un programme qui l'est tout au tant. Et pour mieux enfoncer le clou, le ministère de

L'Education nationale juge utile d'apporter une dernière retouche qui consiste à faire tarder le plus possible les élèves dans les bancs de leurs écoles.

Pour la rentrée du 13 septembre prochain, après plusieurs propositions et une nouvelle méthode qui devait être mise en place sans qu'elle soit réellement étudiée, Benbouzid fait encore marche arrière. Ce dernier avait annoncé, le 20 août, à l'issue d'une réunion entre le ministre et la Fédération nationale des parents d'élèves, la réduction de la durée des cours de 15 minutes dès la rentrée scolaire. Avant d'admettre la semaine passée lors de sa réunion avec les syndicalistes que cette mesure a besoin d'être

mûrie et par là même de tester la nouvelle méthode avant son application. Comme quoi, en Algérie, l'élève est devenu un cobaye. Ce qui n'est pas sans faire de vagues chez les syndicats de se secteur.

D'après M. Boudjennah, du SNTE, avoir cours du 8 h du matin à 17h30 de l'après-midi est quasiment impossible. L'élève n'aura jamais les capacités d'assimiler son programme. Conséquence, selon notre interlocuteur, les résultats scolaires seront catastrophiques. «Je ne prends pas la responsabilité», a affirmé M. Boudjennah.

Soulignons que ce dernier a proposé de rester dans l'ancien week-end hebdomadaire ou prendre une seule journée de repos. Le samedi sera consacré aux rencontres avec les parents d'élèves. Selon le président du SNTE, les écoles ne se retrouveront pas seulement avec deux jours et demi de repos mais quatre jours et demi.

Ce dernier a expliqué qu'en plus du vendredi et samedi, l'enseignant devra s'absenter pour une journée dite pédagogique ainsi que le jeudi pour suivre une formation. Notre interlocuteur

demande une révision totale du programme et de reporter la rentrée scolaire pour mettre en place un emploi du temps adéquat. Pour sa part, le président du Snapest, M. Meziane Merien, dira que les syndicats ont été mis devant le fait accompli.

«Nous avons été associés à cette réunion et nous étions contraints de trouver une solution», dira-t-il. Et d'ajouter que répartir les 4 heures du jeudi sur le reste de la semaine et contraindre l'élève à terminer les cours très tard au lieu d'opter pour le travail le vendredi matin

sera un rythme très difficile à suivre. «Il faut penser aux enfants qui habitent loin des établissements scolaires à quelle heure vont-ils arriver chez eux», dira M. Merien.

Pour ce dernier, il faut que des spécialistes étudient d'abord toutes les problématiques liées à l'éducation avant de les mettre sur le terrain pour éviter les bavures.

Même si le ministre parle d'allègement de programme, le syndicaliste estime que ce n'est pas suffisant car l'élève aura à affronter un rythme très accéléré.

S. A.

ABDERRAHMANE MEBTOUL :

«Une voiture à 100 % algérienne ? Un mythe !»

Le docteur Mebtoul, professeur d'université en management stratégique, revient sur les déclarations des membres du gouvernement concernant la fabrication d'une voiture 100 % algérienne. Le spécialiste explique, dans une contribution, qu'après une profonde analyse et la consultation des différents experts, vouloir produire une voiture à 100 % algérienne, contrairement à la pratique des affaires internationales, est une utopie.

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) - Affichant son scepticisme, le docteur Mebtoul rappelle les déclarations des officiels à la télévision publique Entv qui, en quatre années, ont annoncé successivement «une voiture italienne avec Fiat au site de Tiaret, puis une voiture iranienne, une voiture chinoise, une voiture française, allemande, dernièrement une voiture sud-coréenne et maintenant est annoncée une voiture 100 % algérienne».

Le docteur Mebtoul explique qu'«hormis les grandes multinationales, les constructeurs mondiaux qui ont une capacité de production supérieure à quatre millions de véhicules représentant 61 % du marché mondial de l'automobile et les sociétés sud-coréennes, dans le reste du monde, la plupart des constructeurs automobiles sont des filiales de constructeurs américains, japonais et européens. Dans des pays comme la Malaisie, la Chine et

l'Inde, les productions sont gérées par des sociétés locales mais toujours avec l'appui de grands groupes étrangers.»

Pour les spécialistes, sont aussi observées deux tendances opposées qui sont en train de se produire simultanément. Il s'agit de la localisation de la production sur certaines zones géographiques et sur certains pays, et la délocalisation. La localisation de la production automobile mondiale se concentre régionalement sur trois zones : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. De plus, sur chacune d'elles, la fabrication est localisée sur certains pays, souligne le spécialiste. Il ajoutera que dans un futur proche, avec la perte de la compétitivité de certains pays au profit de pays émergents (Russie, Inde, Chine, Brésil), nous devrions assister à la réorganisation de la production mondiale de véhicules en rapport avec les niveaux de formation des effectifs des usines. Le constat fait par le docteur Mebtoul englobe aussi le fait que le nombre de véhicules en circulation sur la planète pourrait atteindre 1 milliard d'ici 2010 contre 900 millions d'unités en 2007, comme les experts du Fonds monétaire international (FMI) prévoient un parc mondial de 2,9 milliards de voitures particulières à l'horizon 2050. Le spécialiste fait aussi référence aux perspectives technologiques futures tenant compte du nouveau défi écologique que sont notamment les voitures hybrides et électriques. Après cet état des lieux du secteur automobile, le docteur Mebtoul fait un constat local du marché algérien de la voiture qu'il décrit

comme étant «instable, dépendant du pouvoir d'achat».

Il rappellera de ce fait que l'essentiel de la société algérienne est irrigué par la rente des hydrocarbures et que les importations de véhicules toutes catégories confondues ont atteint 2,7 milliards de dollars en 2007 et plus de 3 milliards de dollars en 2008. Ces données poussent le spécialiste à ces interrogations : «Construit-on actuellement une usine de voitures pour un marché local ou régional voire mondial afin de garantir la rentabilité financière face à la concurrence internationale ? Cette filière n'est-elle pas internationalisée, des sous-segments s'imbriquant au niveau mondial, et une intégration à 80/100 % est elle possible ?» En résumé, explique le docteur Mebtoul, il s'agit en fait d'éviter l'utopie car, dira-t-il, la construction d'une voiture, ce n'est pas seulement l'argent disponible mais aussi la maîtrise technologique et organisationnelle. Aussi, explique le spécialiste, aucune firme internationale sérieuse n'acceptera la vision d'intégration totale pour le marché intérieur algérien uniquement avec la formule 400 000 800 000 voitures, vitesse de croisière nécessaire. «A moins que l'Etat algérien prenne le risque seul, sur un financement public à 100 %, comme dans les années 1970 avec l'expérience malheureuse des industries industrialisantes.

«Ceci d'autant plus, comme démontré précédemment, que le marché intérieur est tributaire de l'évolution du pouvoir d'achat des Algériens», conclut le docteur Mebtoul.

F.-Z. B.

ORAN

Neutralisation d'une bande spécialisée
dans le vol des bijouxeries

A la fin de la semaine dernière, les enquêteurs de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé un réseau de trafiquants spécialisés dans le vol et le recel de bijoux. Selon nos sources, ce réseau serait impliqué dans deux affaires de braquage à main armée de bijouxeries.

L'affaire remonte au 9 août dernier quand une bijouterie, située au niveau du quartier de Haï El-Sabah, a été, aux environs 16 h, braquée par trois personnes armées de coutelas et de fusils à harpon.

Selon la victime, B. M., 31 ans, qui a déposé une plainte au niveau de la Sûreté de police, les assaillants étaient à bord d'une Renault 21.

Selon des sources proches du dossier, c'est grâce à cet unique indice que le démantèlement du réseau

a été rendu possible. En suivant cette piste, les enquêteurs sont parvenus à retrouver la Renault 21 qui répondait au signalement donné par la victime, chez un tôlier, au niveau de la localité d'El-Hassi, à l'ouest de la ville d'Oran, à qui le véhicule en question avait été confié pour être repeint. Dès lors, les lieux furent surveillés pendant près d'une semaine. C'est le 16 août dernier que le propriétaire du véhicule fut arrêté par la police. Le coutelas

découvert sur l'individu correspondait à la description faite par la victime. De ce fait, les soupçons des enquêteurs portant sur l'implication du propriétaire de la Renault 21 dans cette spectaculaire affaire de hold-up se sont confirmés.

L'interrogatoire de la personne arrêtée, un certain G. L. 26 ans, dont la perquisition du domicile a permis la découverte du fusil à harpon utilisé dans l'opération de vol, a conduit à l'identification de ses deux acolytes.

L'interrogatoire a révélé qu'ils sont les auteurs du braquage le 12 juillet dernier d'une autre bijouterie, au niveau de la localité de Sid-El-Bachir, zone de compéten-

ce de la gendarmerie. Au total, apprend-on de sources sûres, c'est d'un total de 2,7 kg de bijoux en or que les deux bijoutiers ont été délestés.

En interpellant quatre bijoutiers clandestins à M'dina El Djida cités par les présumés auteurs des deux hold-up, un important lot de bijoux a été récupéré.

A l'issue de la présentation de 8 personnes soupçonnées d'être impliquées dans cette affaire devant la justice, 4 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt, une sous contrôle judiciaire, tandis que les trois autres sont activement recherchées.

Ben Aziz

SON CAPITAL SERA AUGMENTÉ À
10 MILLIARDS DE DINARS FIN 2009

HSBC Algérien en quête
d'opportunités de développement

Succursale algérienne du groupe bancaire britannique Hong-Kong & Shanghai banking corporation (HSBC), sous l'égide de HSBC France, la banque HSBC Algérie a introduit auprès de la Banque d'Algérie une demande de transfert à HSBC Moyen-Orient, basée à Dubaï.

Selon le directeur général de la succursale algérienne, Rachid Sekkak, hôte lundi d'une rencontre médiatique, ce transfert est motivé notamment par le souci de renforcer la synergie et l'échange d'expertise avec HSBC Moyen-Orient.

Mais aussi, selon le président de HSBC Moyen-Orient, Youssef A. Nasr, en visite de travail à Alger, dans le contexte d'un développement croissant des échanges et des flux de capitaux et de compétences entre l'Algérie et les pays du Golfe où d'importantes communautés algériennes sont établies.

En attente de l'aval de l'autorité monétaire, HSBC Algérie qui est opérationnelle depuis août 2008 et enregistre une forte liquidité et de bons résultats, compte augmenter son capital de 3,3 milliards de dinars actuellement à 10 milliards de dinars d'ici la fin 2009. Comme il est question, selon le président de HSBC Moyen-Orient, d'élargir le réseau de la succursale à une douzaine d'agences à moyen terme. En quête d'opportunités de développement, HSBC Algérie entend appuyer tant le corporate privé et potentiellement le secteur public, le financement des grands projets industriels et des PME émergentes, la modernisation et le développement de l'innovation, que les particuliers (hommes d'affaires, clientèle premium status et employés des entreprises clientes,...).

A ce propos, ces deux managers ont évoqué la possibilité de développer le leasing ou crédit-bail, le capital-risque, la bancassurance ou le crédit hypothécaire (immobilier) au profit des employés des entreprises clientes. A charge cependant que les conditions favorables (dispositif légal et réglementaire, garanties...) soient réunies. Dans ce sens, HSBC Algérie pourrait envisager l'octroi de crédits immobiliers aux salariés d'entreprises avec le soutien des employeurs.

C. B.

Erratum

Une malencontreuse erreur (fausse recherche sur Internet) s'est produite hier avec pour effet la paurtion d'une photo qui n'est pas celle de M. Georges Londiche (interview, page 6). Nous nous en excusons auprès de M. Londiche et de la personne photographiée qui serait... un ami grenoblois de... Georges !